

retrouvent soudain impuissants et inefficaces, victimes, avec la faune, de leurs propres technologies?

Si nous voulons développer le Nord, que ce soit en Alaska, au Canada ou ailleurs dans le cercle polaire, nous devons prendre en considération ceux qui ont vécu là-bas pendant des milliers d'années sans que ne se produise aucun désastre imputable à l'homme. Ces gens savent comment vivre des ressources naturelles. Il faut les écouter au lieu de prendre des décisions dans des salles de conseil des États-Unis ou du sud du Canada. Si nous ne les écoutons pas, d'autres catastrophes semblables se produiront par suite de la négligence des promoteurs.

M. John Brewin (Victoria): Monsieur le Président, nous ferions bien d'écouter les députés qui, ce soir, se sont faits les porte-parole des autochtones du Canada.

Le 21 novembre, la population de Victoria et de l'île de Vancouver a élu au Parlement des représentants forts, efficaces et progressistes. Elle a exprimé ses préoccupations, notamment dans le domaine de l'environnement. Le débat d'urgence d'aujourd'hui nous prouve de façon évidente que l'île de Vancouver et Victoria ont enfin pleinement voix au chapitre à la Chambre des communes.

• (0040)

Il est vraiment dommage qu'il faille tenir ce débat. Mais s'il peut être utile, c'est en faisant enfin comprendre au gouvernement que la côte ouest existe et qu'elle connaît des problèmes réels et nous insisterons pour qu'il en soit question au Parlement.

Le discours du Trône parle beaucoup d'environnement et fait connaître les nombreuses bonnes intentions du gouvernement en ce domaine. Toutefois, après une lecture plus serrée du discours, nous constatons que le gouvernement y fait valoir sa vision centralisatrice du Canada. Par exemple, il ne fait mention nulle part du déversement de pétrole en Alaska, le pire de toute l'histoire de l'Amérique du Nord. Il ne fait mention nulle part non plus des déversements pétroliers survenus sur la côte ouest en décembre et en janvier.

Le déversement pétrolier dont nous parlons ce soir est en fait le douzième pire déversement à se produire dans l'histoire de l'humanité. J'ai ici la liste des autres. Beaucoup d'entre eux sont bien connus, qu'il suffise de citer celui de Torrey Canyon ou d'Amoco Cadiz.

En dépit du fait qu'il s'agisse du pire déversement de pétrole à survenir en Amérique, le discours du Trône reste muet à ce sujet tout comme au sujet des déversements de la côte ouest. Il y est question de la dépollution du fleuve Saint-Laurent, de la résolution du problème

des pluies acides dans les Grands Lacs et des questions environnementales dans les régions arctiques, mais il n'y a pas un mot sur les problèmes de l'écosystème fragile de la côte ouest.

Un autre sujet est escamoté dans le discours du Trône, celui de la foresterie, de Carmanah Creek et Carmana Valley, de la crise de notre industrie forestière, de la surcoupe et des pertes d'emplois dans l'affaire Fletcher et ailleurs. Cependant, grâce à l'initiative de l'honorable député de Skeena (M. Fulton) et à votre réponse, Monsieur le Président, cet important débat a lieu.

Il vaut la peine de faire remarquer que six ministres ont participé au débat, ce qui est bon signe et montre qu'enfin ils sont au moins forcés de s'expliquer sur le parquet de la Chambre.

Je veux formuler des propositions précises à la Chambre. Premièrement, je propose qu'on institue une enquête publique sur les déversements pétroliers de la côte Ouest. Le ministre de l'Environnement (M. Bouchard) a déclaré que les déversements de pétrole donnaient l'occasion d'examiner la réaction du gouvernement. Il a dit que ce serait fait sans faute. Nous demandons au ministre de ne pas faire une enquête ministérielle interne, mais une enquête publique à laquelle les groupes qui s'intéressent de près à l'écologie et les spécialistes de l'environnement pourront assister. Il faut leur donner l'occasion d'interroger et de contre-interroger les témoins. Il faut leur offrir des ressources pour qu'ils aient la possibilité d'être entendus sur cette importante question. C'est un moyen de rétablir la confiance en l'appareil gouvernemental et dans sa capacité de répondre aux dangers qui menacent la côte ouest.

Deuxièmement, nous demandons que le gouvernement fasse savoir immédiatement quel ministère est chargé de s'occuper des déversements pétroliers. Le ministre des Transports (M. Bouchard) a fait des déclarations. Je crois comprendre qu'il lui est impossible d'assister à tout le débat. J'espère qu'il est à l'écoute. Le ministre de l'Environnement semble prendre des initiatives à ce sujet. Le ministre des Pêches et des Océans (M. Siddon) a aussi fait des déclarations ainsi que trois ministres d'État de la Colombie-Britannique. On ne sait pas clairement qui s'occupe du problème pas plus qu'on ne le savait quand les déversements se sont produits en décembre et en janvier. C'est la confusion totale qui semblait régner d'après ceux qui sont bien au courant du dossier. Il y a eu apparemment une bataille administrative pour savoir qui allait s'occuper de la question. Il est temps d'indiquer clairement qui est responsable dans cette affaire.